



## Compte-rendu du CDEN du vendredi 17 octobre 2014

Représentants UNSA Education : Natacha ETOURNEAU, Jérôme BOUSQUET, Thierry HADJADJI

Ordre du jour :

1. Tissu scolaire
2. Bilan de la rentrée scolaire 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup> degrés

Préfet : **Nouvel arrêté au 6 octobre 2014 : révision des représentants des collectivités locales**

**FCPE** : demi-journée banalisée du 8 octobre, regret que les parents n'aient pas été consultés sur la date prévue, qui a pu entraîner des conséquences en terme d'organisation et de coût. Crédits alloués qui s'amenuisent pour la mise en œuvre des rythmes scolaires. AESH : regret dans le retard de nomination.

Déclarations des représentants des personnels.

### **Réponse de la DASEN :**

On a le sentiment de s'entendre sans s'écouter. Il faut apprendre à travailler ensemble, dialoguer différemment, pour avancer.

Concernant la remarque des parents d'élèves, il y a longtemps que nous n'avions pas eu la possibilité de discuter de l'avenir du Socle et des programmes.

Sur le projet de finances, seule l'Education nationale gagne des moyens, on aura plus de 400 enseignants du 1<sup>er</sup> degré à recruter dans l'Académie. Il faut dépasser les alternances politiques pour avancer et être à la hauteur des enjeux et des défis.

La réflexion doit être pour l'élève, il faut changer la manière de voir les choses. Sur un territoire, 16 élèves peut être un maximum, alors que par ailleurs à 28 cela fonctionnera très bien. On ne peut pas se restreindre à un seul schéma.

Il est temps de poser le débat, l'heure du diagnostic est venue.

Le département est à 16 % des moins de 3 ans.

La question est celle de la modalité des moyens qui sont mis à notre disposition.

### 1. Tissu scolaire

**Préfet :**

Aujourd'hui c'est le critère démographique qui prévaut, et il serait bon de travailler ensemble à d'autres paramètres à prendre en compte. Quelques réunions ont déjà eu lieu, mais tous les acteurs du CDEN n'étaient pas présents, donc il émet le souhait que tous soient bien réunis afin de démarrer une réflexion commune, assez rapidement.

**Représentant des maires :** Il faut qu'on arrive à s'écouter, tout comme dans la réforme des collectivités territoriales, nous avons ressenti le courrier envoyé en juin comme une injonction unilatérale, et non comme une invitation à une amorce de réflexion commune : le SMA, les TAP, nous avons l'impression de nous voir imposer des choses.

**Préfet :** Le courrier a été fait suite à de nombreuses rencontres avec les maires, environ 300. Il n'y a jamais eu de questions ou d'inquiétude à partir du moment où on leur avait présenté les choses. La question des enseignants isolés est aussi une question qui revient souvent dans les inquiétudes des représentants du personnel, la question du remplacement dans notre département pose souvent problème, donc les moyens sont effectivement à repenser.

**Représentant des maires :** Il faut arrêter de penser qu'une commune qui n'a pas d'école ne vit pas. Par rapport à la réunion du 23 juillet, on est passé de 53 à 26 communautés de communes. Pense que les élus sont prêts à envisager cette réflexion.

**UNSA Education :** Nous oeuvrons au quotidien pour que le vivre ensemble, tant auprès des élèves que de nos collègues. Nous sommes en attente que la réflexion débute, rapidement. Quant aux classes à plusieurs niveaux, elles peuvent être favorables aux apprentissages.

**FCPE :** Passage de la classe unique au collège peut être vécu difficilement.

**Vice-Président du Conseil général :** le département s'associe bien entendu à cette discussion car nous tenons à nos petits collèges ruraux. La question de l'aide financière qu'apportent nos communes en terme de restauration par exemple. Les transports constituent aussi un paramètre à prendre en compte.

**DASEN :** Concernant les RASED, c'est très difficile car long et court termes sont à travailler en même temps. Il faut être bienveillant pour avancer et faire fi de la forme de certains courriers, sinon nous ne pourrions pas nous entendre. Cette réflexion est une démarche incontournable si on ne veut pas subir la baisse démographique jusqu'en 2018.

Chaque année, il reste 25 % de l'enveloppe frais de déplacements, les lignes budgétaires sont là, il faut que les agents les utilisent.

Nous sommes tous bousculés par les changements actuels.  
Notre réflexion va télescoper la carte scolaire.  
Un consensus doit être trouvé entre moyens et intérêt des élèves. Il y aura des réunions formelles, et forcément des réunions informelles, le tout étant que ce soit lisible pour que nous puissions travailler ensemble en ayant tous les éléments.

## 2. Bilan de la rentrée scolaire

### a) 1<sup>er</sup> degré

#### ***IEN adjoint :***

Baisse de 152, décalage de 97

Baisse continue encore pour 3 ans. On attend 250 élèves en moins pour la rentrée 2015.

445 écoles à ce jour en Dordogne

Le RPI continue à être une structure pédagogique massivement représentée dans le département. Dans les Landes, 100 écoles de moins qu'en Dordogne, alors que les autres données sont similaires.

La baisse démographique se poursuit dans le 1<sup>er</sup> degré, et entraîne une évolution dans les structures.

La dotation est nulle alors qu'il y a une baisse d'élèves, ce qui impacte les petites structures. Le Nord et le Sarladais sont particulièrement touchés.

La faiblesse démographique se confirme par endroits, et les élus travaillent à une réflexion locale, car au constat de rentrée, cette baisse se confirme bien.

10 écoles ont moins de 20 élèves par classe.

Concernant les écoles de Bergerac, on est à 27 / 28, et pour St Cyprien, les règles n'ont pas été respectées par le maire, et il avait été prévenu des risques encourus sur l'organisation pédagogique.

***Représentant des maires :*** Issigeac / Faux : prévision 228, et on est à 233. Une réflexion entre les 2 communes est à l'étude afin d'envisager la création d'une classe.

### b) 2<sup>o</sup> degré

#### ***Secrétaire général :***

Baisse de 233. C'est le collège de Belvès qui perd le plus d'élèves, le collège de Sarlat en perd 40, comme Terrasson.

Disparités très importantes au niveau territorial dans les effectifs.

Fermeture de 10 divisions, ce qui permet le maintien de l'E/D.

La perte en heures aurait été très importante, elle a été amortie par le maintien de moyens dans certains établissements, en terme de divisions.

Le nombre d'heures supplémentaires (HSA) est en augmentation, cela dit un calibrage a été possible dans les établissements.

Lycées : orientations supplémentaires dans les filières générales et technologiques. Cela pose le problème des territoires ruraux. La carte des formations évolue très peu par rapport à l'an passé. Le soutien aux lycées professionnels continue, sinon les conséquences en terme de ressources humaines poseraient problème.

**DASEN** : Nous allons continuer à travailler sur les résultats au baccalauréat et au BTS. Le travail est en cours auprès des établissements.

**FCPE** : alerte sur des cas où des élèves sont dirigés dans l'enseignement général alors qu'ils auraient souhaité être orientés dans la voie professionnelle. Une fois entrés en voie générale, il est difficile de réorienter un élève en voie professionnelle.

**DASEN** : Il faut donner aux élèves et aux personnes qui y travaillent une égalité dans les parcours.